

Info-Transfert

Bulletin sur le transfert de ferme au Québec

« Il faut une infinie patience pour attendre toujours ce qui n'arrive jamais. »

Pierre Dac
Artiste comique français

Sommaire :

Les exploitations agricoles au Québec continuent de diminuer en nombre mais elles croissent en dimension, en actifs et en dépenses.

L'examen d'expériences des centres pour la relève dans d'autres pays pousse à questionner les ressources existantes au Québec et à réfléchir à un modèle plus adapté.

Dans ce numéro :

Le mot de la rédaction	1
Recensement de l'agriculture 2001 : des données inquiétantes !	1
Recensement (suite)	2
Les ressources d'accompagnement au Québec et les centres pour la relève	3
D'autres statistiques du recensement 2001	4

Un mot de l'équipe de rédaction

Une recherche de Traget Laval publiée en 2000 et menée auprès de jeunes de la relève familiale ayant vécu un échec de leur établissement révélait que LE facteur d'échec qualifié très important au démarrage était l'absence de ressources-réseaux de conseils. Le second facteur consistait en la présence d'avis contradictoires ou discutables des spécialistes consultés.

Sur ce point, voici une anecdote relatée dans la chronique de Foglia dans *La Presse* du 21 novembre 2002 où un couple de Montréal soumet son plan d'affaire à divers organismes pour la mise sur pied d'une champignonnière dans le secteur de La Malbaie pour obtenir autorisations et financement. Alors que l'agronome du MAPAQ conclut que le projet n'est pas viable, le couple remporte, pour le même projet, deux concours locaux et régionaux d'entrepreneurship et termine dans les dix finalistes au niveau provincial.



Cet exemple suggère aussi que les services auprès de personnes qui veulent s'établir en agriculture ne sont pas toujours harmonisés. Dénoncer ce type de problème vise, non pas à critiquer pour critiquer, mais plutôt à soulever les imperfections actuelles pour une amélioration des services et pour offrir un véritable accompagnement à toute personne intéressée à s'établir.

Dans ce numéro, nous présentons un court bilan comparatif des ressources québécoises par rapport à ce qui se passe ailleurs afin de dégager les différences et de tirer des leçons. Puis, à partir des chiffres disponibles du dernier recensement de Statistique Canada 2001, nous dégageons quelques données dont celles sur les exploitations agricoles qui laissent entrevoir des difficultés grandissantes pour l'établissement des jeunes.

Bonne lecture.

Recensement de l'agriculture 2001 : des données inquiétantes !

Depuis quelques dizaines d'années, le nombre de fermes diminue, la production agricole augmente, les fermes prennent de l'expansion. On nous dit que c'est normal. Sans doute, le progrès technologique, les transferts de productivité incitent

au grossissement des entreprises mais dans quelles proportions ?

Diminution du nombre de ferme

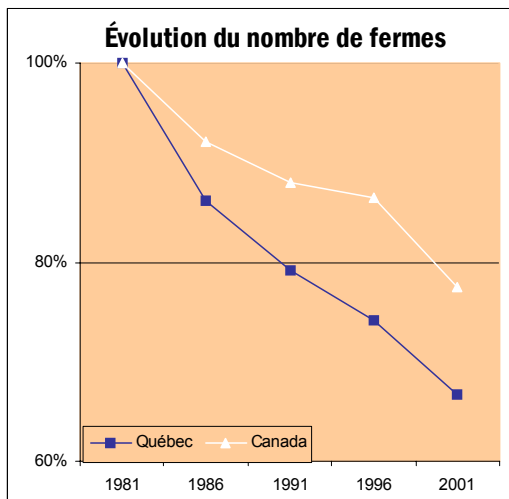
Le tableau ci-dessous montre l'évolution du nombre de fermes depuis 20 ans :

(suite p. 2)

Nb de fermes	1981	1986	1991	1996	2001	1981-2001
Québec	48 144	41 448	38 076	35 716	32 139	16005
Canada	318361	293089	280043	275153	246923	71438
Diminution en %	1981	1986	1991	1996	2001	1981-2001
Québec	-	13.9%	8.1%	6.2%	10.0%	33.2%
Canada	-	7.9%	4.5%	1.7%	10.3%	22.4%

Recensement de l'agriculture 2001 : des données inquiétantes ! (suite)

Le graphique suivant illustre la diminution de 33 % des fermes au Québec (seulement 22,4 % au Canada) sur les 20 dernières années. Le Canada avait connu dans les années 86-96 un ralentissement de cette diminution qui était cependant beaucoup moins marqué au Québec.



Augmentation de la production

Même si le nombre de fermes diminue, la production agricole augmente. Les revenus bruts des entreprises agricoles québécoises sont passés de 5 milliards à un peu plus de 6 entre 1996 et 2001.

=> des entreprises plus "grosses"

Diminution du nombre de fermes et augmentation de la production indiquent clairement un "grossissement" des entreprises. Dans le tableau suivant, aux colonnes **Var 00-95**, on constate que le nombre de fermes ayant un chiffre d'affaires de 250 000 \$ et plus est en très forte augmentation que ce soit au Québec ou au Canada. Alors que les fermes de 250 000 \$ et moins sont en diminution. Ces chiffres ne sont qu'une constatation de

la réalité et ne justifient en rien le grossissement des entreprises. La question reste entière : minimiser la réduction du nombre de fermes ou favoriser le grossissement des entreprises ?

Il faut aussi être conscient que les "grosses" entreprises (plus de 250 000 \$ de revenus bruts) (colonnes **2000**) ne représentent que 20 % de toutes les entreprises agricoles (14 % au Canada). De plus, les "petites" entreprises (100 000 \$ et moins de chiffre d'affaires) sont très nombreuses, plus de la moitié (56 %) au Québec, les deux tiers (67 %) au Canada. Où sont les priorités ? Pour la marginalité ou la majorité ?

Augmentation des actifs

Une ferme plus grosse vaut plus cher ! De fait, les actifs agricoles ont, en 10 ans, quasiment doublé au Québec (97 %, seulement 53 % au Canada) ce qui a entraîné une augmentation de l'endettement plus que proportionnelle (132 % au Québec). L'endettement moyen est passé de 21 % à 25 % au Québec (16 % à 18 % au Canada). Des actifs agricoles en très forte augmentation, des dettes qui augmentent encore plus ne sont pas des facteurs facilitant le transfert ou l'établissement !

Réduction des marges

De plus, on constate pour le Québec une augmentation des dépenses (27,8%) plus rapide que les revenus (23,5 %) donc une réduction de la marge bénéficiaire et de la capacité de remboursement et par le fait même de la capacité à emprunter.

En conclusion

Moins de fermes, des fermes plus grosses et plus chères, plus endettées, avec des capacités d'emprunt diminuées, voilà bien des défis pour la relève agricole.

D'autres données générales en page 4.

Le prochain numéro traitera des exploitants.

Les "grosses" entreprises (plus de 250 000 \$ de revenus bruts) ne représentent que 20 % de toutes les entreprises agricoles. De plus, les "petites" entreprises (moins de 100 000 \$ de chiffre d'affaire) sont très nombreuses, plus de la moitié (56 %) au Québec. Où sont les priorités ? Pour la marginalité ou la majorité ?

	Augmentation 1991 à 2001	
	Canada	Québec
Des actifs	53%	97%
Des dettes	72%	132%

	Endettement 1991 2001	
	1991	2001
Canada	16%	18%
Québec	21%	25%

	Augmentation 1996 à 2001	
	Canada	Québec
Des revenus	18.8%	23.5%
Des dépenses	24.5%	27.8%

Évolution du nb de fermes selon le revenu brut de 1995 à 2000				
	Canada (%)		Québec (%)	
	Var 00-95	2000	Var 00-95	2000
Revenus bruts				
< 100 000 \$	-16.89	67	-15.92	56
100-250 000 \$	-8.09	19	-19.67	24
250-500 000 \$	21.71	9	21.43	13
> 500 000 \$	52.10	5	47.85	7
Total	-10.71	100	-10.70	100

Chiffres tirés de :
Statistique Canada, Recensement de l'agriculture 2001 et banque de données CANSIM.

Pour plus de détails :
http://www.statcan.ca/francais/agcensus2001/index_f.htm

Les ressources d'accompagnement au Québec et les centres pour la relève

Traget Laval a été invité récemment à faire des conférences sur la mission sur les centres pour la relève agricole. En plus de la description des organismes et centres visités, il nous est paru important d'ajouter un bilan comparatif avec les ressources existantes au Québec. Nous vous présentons, ce bref portrait local afin de **dégager les différences entre l'accompagnement ici et ailleurs et de susciter un débat sur le questionnement de l'intérêt de ces structures pour notre relève.**

Rappelons que les centres pour la relève visités se présentent comme des guichets uniques de services de première ligne reliant des ressources, les intervenants agricoles à une clientèle, les agriculteurs débutants de la relève familiale ou non et à l'occasion, les agriculteurs sortants. C'est un lieu de réseautage, d'accompagnement et de référence.

L'accompagnement au Québec

Ces centres n'existent pas au Québec mais les ressources sont nombreuses. Les futurs agriculteurs ont, grosso modo, deux portes d'entrée: le MAPAQ, via les conseillers à la relève dans les régions et les bureaux régionaux des CLD (centres locaux de développement), via les agents de développement. Ces dernières ressources sont peu connues du milieu agricole malgré le fait qu'elles offrent un accompagnement de première ligne aux futurs entrepreneurs dont ceux du secteur agricole.

A ces ressources s'ajoutent les CRÉA/CMÉA et les groupes conseils qui oeuvrent principalement dans les transferts familiaux. D'autres ressources spécifiques jouent aussi un rôle ponctuel comme les institutions de financement dont La Financière au provincial et Financement Agricole Canada au fédéral.

Quel bilan peut-on faire de l'accompagnement au Québec par rapport aux structures observées? D'abord, notons qu'il n'y a pas de véritable politique d'établissement comme en France ainsi que des programmes englobants pour son application. Excepté l'accompagnement offert à ceux qui transfèrent leur ferme avec les intervenants des CRÉA/CMÉA et des syndicats de

gestion, il n'y a pas de mesures « aidantes » pour les agriculteurs sortants. Enfin, bien peu de projets-pilotes permettent de construire des projets structurants et transférables à la suite d'une évaluation positive. Par exemple, les CRÉA/CMÉA, qui émanent d'un projet-pilote, connaissent une situation de vulnérabilité et des difficultés de financement récurrent après dix années de fonctionnement.

Les ressources d'ici et les centres

Aucune des structures québécoises - gouvernementales, CRÉA/CMÉA et groupes conseils- n'offre l'équivalent de l'ensemble des services dispensés ailleurs même si chacune organise une ou plusieurs activités apparentées. Excepté pour les CRÉA/CMÉA, il n'existe pas, à notre connaissance, d'études évaluatives des ressources spécifiques à la relève. Ainsi, on ne connaît pas le nombre de personnes touchées par les activités d'accompagnement personnalisé pour le MAPAQ.

Selon nos connaissances, les activités de sensibilisation et d'information du MAPAQ avec des groupes de la relève semblent plus nombreuses que l'accompagnement individuel et le suivi après l'établissement. Quant aux CLD, toutes les régions n'offriraient pas de ressources d'accompagnement en entrepreneuriat agricole.

De par leur mission, les CRÉA/CMÉA rejoignent en priorité une clientèle de relève familiale. Outre leurs difficultés de financement, ils ne possèdent pas de structure formelle provinciale et ne semblent pouvoir, pour le moment, surmonter leurs limites physiques de disponibilité (Info-Transfert, février 2003). Quant aux groupes-conseils, ils ne rejoignent qu'une partie des producteurs et leur expertise est surtout d'ordre technico-économique et financière auprès d'une clientèle plus familiale. Malgré le fait que des intervenants agricoles aient développé des partenariats dans plusieurs régions, est-ce qu'on peut considérer que les ressources soient uniformes pour l'ensemble de la province? Est-ce que les ressources agricoles ont intégré les agents de développement du secteur agricole de tous les CLD?

Même si chaque organisme québécois oeuvrant auprès de la relève offre une ou plusieurs activités apparentées, aucune des structures n'offre l'équivalent de l'ensemble des services dispensés par les centres visités aux Etats-Unis et en France.



TRAGET LAVAL

Équipe de rédaction

Raymond Levallois
Elizabeth Ouellet
Diane Parent
Jean-Philippe Perrier

Rédaction

Elizabeth Ouellet et Jean-Philippe Perrier

TRAGET Laval

Faculté des sciences de l'agriculture
et de l'alimentation
Pavillon Paul-Comtois, Université Laval,
Sainte-Foy, Québec G1K 7P4
Téléphone : (418) 656-2131, poste 2395
Télécopie : (418) 656-7821
Messagerie : traget@traget.ulaval.ca

Toute reproduction avec mention est encouragée.

Le genre masculin est utilisé sans aucune discrimination et uniquement afin d'alléger le texte.

TRAGET Laval est un groupe de recherche de la Faculté des sciences de l'agriculture et de l'alimentation de l'Université Laval (Québec). Notre équipe multidisciplinaire est composée de chercheurs, professionnels, étudiants du secteur des sciences de l'agriculture ou des sciences sociales.

Notre mission est de contribuer au développement des connaissances et à leur diffusion ainsi qu'à la formation d'étudiants dans les domaines de la gestion agricole, du transfert de ferme et de l'établissement en agriculture. L'équipe de recherche privilégie une approche centrée sur la compréhension de l'évolution des phénomènes liés aux changements vécus dans l'entreprise agricole dans sa globalité avec un accent particulier sur les personnes en relation avec les aspects sociaux, technico-économiques et financiers.

RETROUVEZ-NOUS SUR LE WEB
[HTTP://WWW.TRAGET.ULAVAL.CA/](http://www.traget.ulaval.ca/)

Vous désirez vous abonner à Info-Transfert? Communiquez avec nous et nous ajouterons votre adresse électronique à notre liste d'abonnés.

D'autres statistiques du recensement 2001

En 2001, il s'est cultivé 3,4 millions d'ha au Québec (67 M au Canada). Les surfaces cultivées, elles aussi, diminuent. Entre 1996 et 2001, on constate une réduction de 39000 ha soit 1,1 % (au Canada, 550 000 ha, 0,8 % de diminution). Compte tenu de la réduction du nombre d'entreprises agricoles, la surface moyenne par ferme a augmenté de 96 à 106 ha au Québec. Au Canada, la surface moyenne des fermes est passée de 246 ha à 273 ha pour la même période. Cela paraît logique si l'on considère que le Québec est plus orienté sur les productions animales que l'Ouest canadien, par exemple. De fait, le Québec, qui représente 13 % des entreprises agricoles au Canada, ne cultive que 5,1 % des surfaces canadiennes.

Les terres agricoles sont en très grande part (plus de 60 % au Canada) la propriété des entreprises. Cependant le pourcentage de terres en location augmente. Il est passé de 14,4. % en 1996 à 16,5 % en 2001. Une tendance similaire s'observe au Canada : de 36,7 % à 37,4 %. Il faut cependant noter que le pourcentage de terres louées est plus de deux fois plus élevé au Canada qu'au Québec. La location est un mode d'occupation du territoire peu privilégié surtout au Québec. **Dans une période où la valeur des actifs agricoles très élevée complique le transfert ou l'établissement en agriculture, la location du capital foncier serait peut-être une avenue à explorer ?**

Faut-il en rire ? Une statistique surprenante ! Il n'y a rien de surprenant à posséder des tracteurs pour cultiver de la terre. Cependant ... On compte en moyenne 3,25 tracteurs par ferme canadienne qui a une surface moyenne de 273 ha. Au Québec, une ferme qui cultive en moyenne 106 ha possède 3,37 tracteurs ! On ne doit pas avoir les mêmes tracteurs ! Rappelons-nous que les tracteurs sont des investissements peu ou pas productifs (surtout le troisième !).